Colloque international
RECHERCHE&RÉGULATION 2015
"La théorie de la régulation à l'épreuve des crises"
PARIS
10–12 JUIN 2015

L'impact cumulé des crises sociale et écologique du capitalisme sur le devenir de la croissance : la fin programmée de celle-ci ?)

Jean-Marie HARRIBEY
harribey@u-bordeaux.fr

ABSTRACT

The depreciation of labour power and the degradation of nature are today the principal causes of the structural crisis, because capitalism can not go beyond the current level of exploitation of labour and nature, whithout a corollary decrease in the rate of profit.

This paper explains the débate in United States of America and in Europe about the possibility for the capitalism to lead a long trend of economic growth in the future. Firstly, it appears that the capacity of technical progress to create a growth of labor productivity is uncertainly. Secondly, the degradation and the draining of natural resources reinforce the contraints on the rentability of capital. Consequently, the projet of a new period of strong accumulation could be at risk. It is may be the reason why the capitalism adoptes a financial headlong rush : financial profits by the speculation are easier than profits in industrial investments, but it is not sustainable.

Keywords: capitalism, growth, limits of accumulation

La crise éclatée en 2007 est le plus souvent analysée en segmentant ses dimensions : celles de la finance, de l'économie réelle, de l'emploi, des dettes publiques, de l'énergie et de l'écologie en général, etc. Rares sont les études essayant de rattacher ces dimensions à la dynamique générale de l'accumulation du capital et de l'organisation des rapports sociaux que cette dernière implique. Or, c'est cette mise en relation qui permet de comprendre pourquoi et comment émerge une discussion sur la possibilité ou non pour le capitalisme d'ouvrir une nouvelle période longue d'accumulation et de croissance.

Le régime d'accumulation financière qui s'était imposé dans le monde à partir de la décennie 1980 a fini par buter simultanément sur deux contraintes difficilement surmontables, voire carrément insurmontables. D'une part, la dégradation de la condition salariale, qui avait permis un temps de restaurer confortablement le taux de rentabilité du capital, ne peut être prolongée à l'infini : à la difficulté de produire toujours plus de valeur s'ajoute alors celle de la réaliser. D'autre part, l'accumulation infinie rencontre un obstacle inédit, les limites de la planète. Les deux contraintes sociales et matérielles se renforcent alors mutuellement.

De manière formalisée, la relance durable de la croissance est subordonnée à un retour d'une rentabilité réelle du capital, retour qui est lui-même borné par la difficulté à maintenir des gains de productivité du travail supérieurs à la progression des salaires et des avantages sociaux, et aussi par une efficacité du capital investi potentiellement amoindrie par la raréfaction et/ou le renchérissement des matières premières.

On peut constater une baisse lente des taux de croissance économique des PIB dans les pays capitalistes développés depuis plus d'un demi-siècle, nourrie par celle de la productivité du travail ainsi que celle de ladite productivité globale des facteurs mesurant l'influence du progrès technique, la faiblesse de l'investissement renforçant cette tendance, et la crise déclenchée en 2007 dans la sphère financière venant en quelque sorte s'inscrire dans cette dynamique longue affaiblie.

Les politiques économiques sont alors confrontées à un double problème. D'un côté, elles sont incapables d'apporter un quelconque soulagement conjoncturel face au marasme général, tellement le choix des gouvernements d'imposer l'austérité semble irrévocable. De l'autre, elles sont placées devant une situation nouvelle : la crise est profondément structurelle, mêlant contradictions sociales et contradictions écologiques, et rendant de plus en plus difficile, sinon impossible, une relance forte de l'accumulation du capital et, par suite, de la croissance économique perpétuelle. Cette situation devient suffisamment préoccupante, aux yeux mêmes des gouvernants et de leurs économistes, pour que de plus en plus d'expertises soient rendues publiques pour faire état de la lente dégringolade des taux de croissance depuis plus d'un demi-siècle. Il n'est alors pas possible de s'en tenir à des explications de type technique (1), la logique du capitalisme doit être interrogée (2), celle dont le but ultime est de produire et de réaliser de la valeur (3).[1]

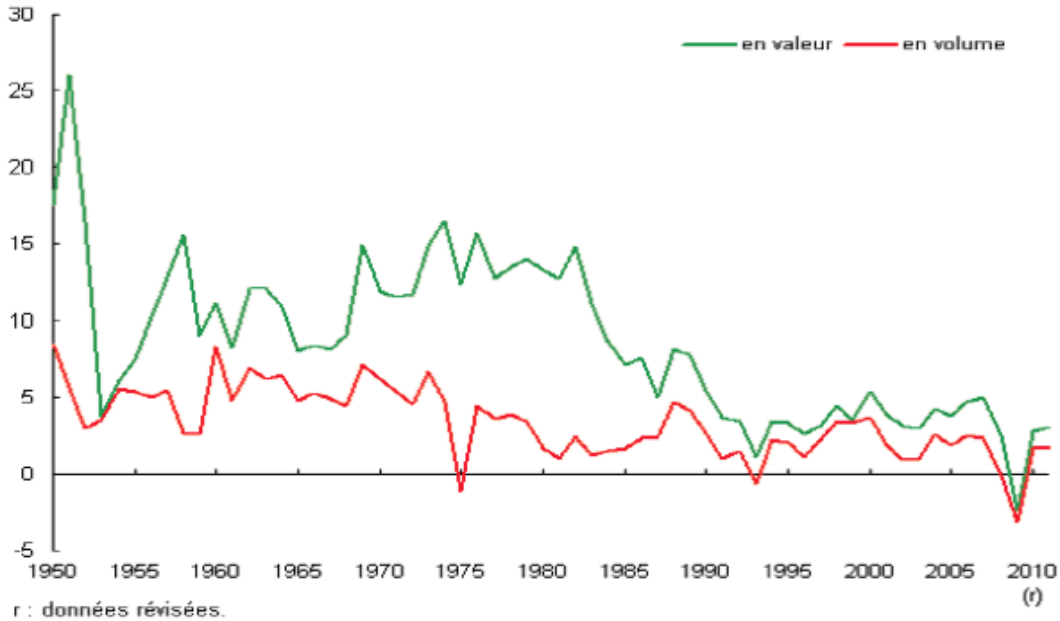
1. Un essoufflement technique ?

Il s'agit de savoir dans quelle mesure les techniques d'information et de communication sont capables d'engendrer une nouvelle révolution industrielle dans le monde. Au vu de l'évolution de la croissance économique, ce ne semble pas être le cas.

[1] Cette problématique s'appuie sur Harribey [2013-a] et sur Harribey [2014].

Évolution du PIB en France depuis 1950

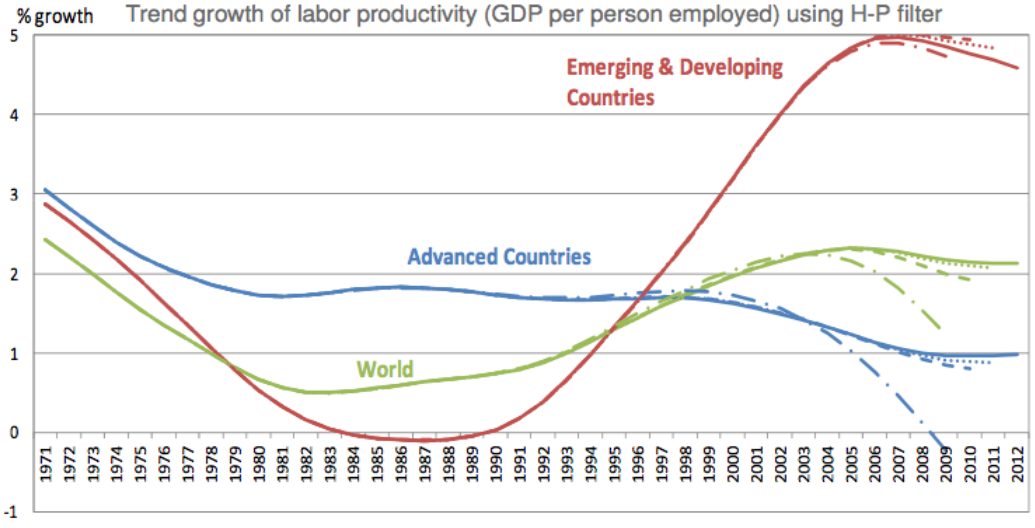
évolution par rapport à l'année précédente en %



r : données révisées.
Champ : France.

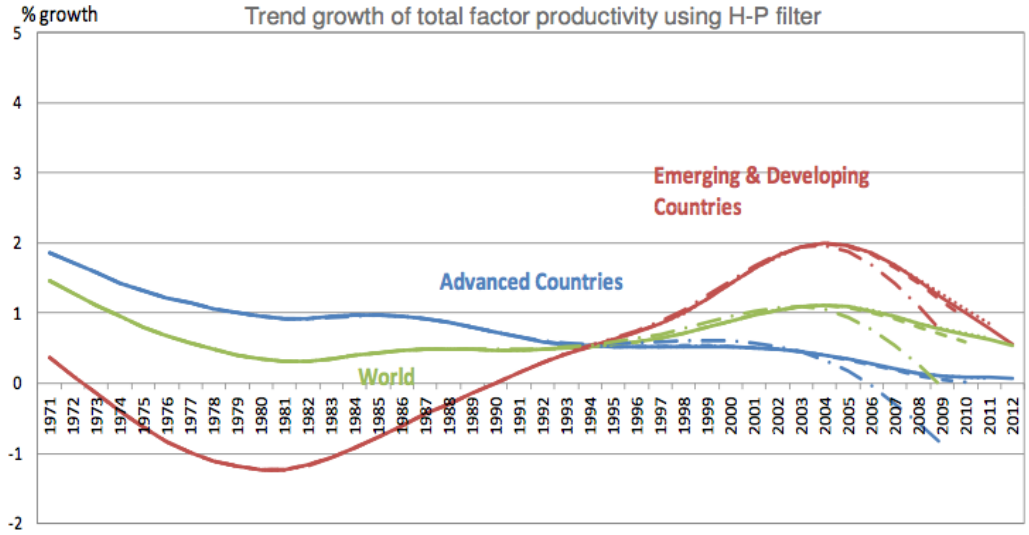
Source : INSEE, comptes nationaux - base 2005.

Le ralentissement des taux de croissance sur le long terme ne concerne pas que la France. Beaucoup d'études aujourd'hui convergent pour constater une telle évolution pour la plupart des grands pays développés. Celle-ci est mesurée tant par la productivité du travail que par l'indicateur appelé « productivité totale des facteurs » qui est censé mesurer la part de croissance économique qui n'est pas due à l'augmentation des quantités de travail et de capital utilisées, mais qui est imputable au progrès technique.[2] Le constat semble sans appel et commence même à toucher également les pays émergents et en développement depuis le milieu des années 2000.



Source: The Conference Board Total Economy Database

[2] Le taux de variation de la productivité totale des facteurs est égal à la somme du taux de variation de la productivité du capital pondéré par la part du capital dans le revenu et du taux de variation de la productivité du travail pondéré par la part du travail dans le revenu. Pour les détails, voir Harribey [2003] et Guerrien-Gun [2014].



Source: The Conference Board Total Economy Database

Conference Board Total Economy Database [2012, p. 8 et p. 11].

Le débat se cristallise aux États-Unis pour comprendre cette évolution. Deux thèses bien typées s'affrontent. D'un côté, l'économiste critique Robert Gordon [2012] explique depuis de nombreuses années que la croissance ne reviendra pas, et de l'autre, Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee promettent au contraire un nouvel âge industriel autour des nouvelles techniques.

Gordon identifie six obstacles au retour de la croissance :

- la perte du « dividende démographique » : le ralentissement démographique induit une moindre augmentation de la quantité d'heures de travail ;
- la stagnation de l'efficacité de l'éducation freine les progrès de la productivité du travail ;
- l'augmentation des inégalités atténue fortement les bienfaits de l'éducation ;
- la compétition entre nations émergentes et nations à hauts salaires handicape ces dernières ;
- les contraintes écologiques sont de plus en plus prégnantes ;
- l'endettement privé et public réduit le revenu disponible des ménages.

Deux points de discussion émergent de cette liste d'obstacles : d'une part, le capitalisme est-il à même de produire une nouvelle vague d'innovations porteuses de croissance économique forte ; d'autre part, la productivité du travail peut-elle rebondir à la faveur de la généralisation de l'utilisation des nouvelles techniques ?

Concernant la première question, il s'agit de comprendre la nature de ladite « troisième révolution industrielle ». On a l'habitude de qualifier de « première révolution industrielle » celle qui est née en Angleterre, aux Pays-Bas et en Flandre à la fin du XVIII^{e} siècle et un peu plus tard en France et dans la future Allemagne, autour de la machine à vapeur, du textile, de la sidérurgie et du charbon. La « deuxième révolution industrielle » eut lieu à la fin du XIX^{e} et au début du XX^{e} autour de l'électricité, du moteur à explosion, du pétrole et, par suite, de l'automobile. La « troisième révolution industrielle » désigne celle qui est fondée sur l'utilisation massive de la robotique et de l'informatique dans tous les processus productifs à la fin du XX^{e} et au début du XXI^{e} siècle. Pourquoi cette dernière ne semble pas entraîner des gains de productivité du travail aussi élevés que les deux premières ? C'est là que le débat commence.

Pour Gordon, les innovations liées aux techniques modernes n'ont rien à voir avec celles introduites antérieurement. Pour le dire abruptement, elles produisent à profusion

des gadgets électroniques, elles permettent d'acheter sur Internet, elles créent de nouveaux besoins comme celui de téléphone mobile, mais elles n'engendrent aucun effet comparable à l'invention de l'électricité ou à celle du chemin de fer qui a remplacé les diligences. Ce diagnostic est confirmé par ce que révèlent les statistiques. Déjà, au cours de la décennie 1990, l'économiste américain Robert Solow avait noté ironiquement qu'« on voit l'ère des ordinateurs partout sauf dans les statistiques de productivité ». Et, hormis une courte période de 1996 à 2004, la productivité du travail progresse très peu aux États-Unis.

À l'inverse, Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee [2014] soutiennent l'idée que le monde n'est qu'au début d'une période qui verra naître une nouvelle conception de l'innovation : il s'agira moins d'inventer de nouveaux objets que de combiner de meilleure façon ceux qui existent déjà, grâce aux procédures digitales, capables de transformer toute information en langage binaire. Il faudrait simplement voir la faiblesse actuelle des gains de productivité comme un effet du décalage dans le temps entre l'introduction des nouvelles techniques et leur influence économique.

En réalité, personne ne peut prédire aujourd'hui quel sera l'exact devenir de l'influence des transformations techniques, car ce serait faire preuve, dans un sens ou dans l'autre, d'un déterminisme technique que l'histoire n'a pas confirmé, malgré l'enthousiasme que manifestait Schumpeter vis-à-vis de l'innovation au début du XX^{e} siècle. En effet, l'« efficacité » des deux premières révolutions industrielles fut vraisemblablement due à l'accompagnement des bouleversements techniques par une transformation des rapports sociaux permettant leur utilisation à grande échelle : la première révolution industrielle ne serait pas née sans l'abolition des rapports sociaux féodaux et la naissance du prolétariat salarié ; la deuxième s'accomplit dans un cadre socio-institutionnel où le salariat se généralisa et gagna des droits sociaux compensant (plus ou moins) le taylorisme et l'intensification du travail : ce fut l'époque dite du fordisme. Quel est l'accompagnement « social » de la révolution informatique et de la mondialisation du capital ? Il n'a pas d'autre nom que précarisation et flexibilisation du travail, ainsi qu'amoindrissement de la protection sociale. Rien qui permette d'envisager une relance de la productivité du travail. On peut même avancer l'hypothèse que la difficulté du capitalisme à surmonter sa propre crise actuelle et à sortir de la langueur commune à presque tous les pays développés (Japon, Europe, États-Unis malgré l'embellie trompeuse, car passagère, due aux gaz de schiste) tient à son incapacité à proposer un modèle autre que celui de la dégradation de la condition salariale.

Il est un autre élément à prendre en compte pour expliquer la situation des pays développés : ils ont tous atteint un degré élevé de tertiarisation de leur économie. Or, la productivité du travail augmente beaucoup plus lentement dans la plupart des services que dans l'industrie ou dans l'agriculture industrielle, et comme la part des services est devenue prépondérante dans la valeur ajoutée globale, l'augmentation moyenne de la productivité du travail décline.

Tout est-il dit ? Peut-être pas si on replace l'évolution de la croissance et celle de la productivité dans la dynamique propre du capitalisme.

2. Productivité du travail, écologie et logique du capital

Ce qui suit est fondé sur une seule hypothèse, qui est suffisamment simple pour être assez robuste : l'évolution du capitalisme, c'est-à-dire l'accumulation du capital et par voie de conséquence la croissance économique, est commandée par le taux de profit.

On connaît la définition de Marx du taux de profit : c'est le rapport entre le taux de plus-value et la masse de capital engagé, cette dernière étant décomposable en composition organique du capital augmentée de 1 : $r = (Pl/V) / 1+(C/V)$, avec Pl = plus-value, V = capital variable, C = capital constant.

Cette définition peut être aisément transformée pour donner[3] :

r = (1 – part des salaires) / coefficient de capital

le coefficient de capital étant le rapport du capital total K à la production Q.

Appelons a la part des profits dans la valeur de la production et $(1 - a)$ la part des salaires.

$r = a / (K/Q) = a \,.\, Q/K$.

Le taux de profit est donc égal à la part des profits multipliée par l'inverse du coefficient du capital qui mesure l'efficacité du capital (les économistes néoclassiques parleraient, au lieu d'efficacité, de productivité du capital).

De quoi dépend la part des profits a ? En appelant N le nombre de travailleurs, w le salaire moyen, p la productivité individuelle moyenne du travail et p_l la plus-value moyenne par travailleur,

$a = Pl / Q = (Pl/N)\ (N/Q) = p_l/p$, qui peut aussi s'écrire $(p - w)/p = 1 - w/p$.

La part des profits dans le revenu national est donc égale au rapport de la plus-value moyenne par travailleur et de la productivité moyenne du travail.

Donc le taux de profit est égal à :

$r = p_l/p.\ Q/K$.

En prenant les dérivées logarithmiques de chaque variable, on obtient leur taux de variation que l'on désigne ici en soulignant leur symbole :

$\underline{a} = \underline{p_l} - \underline{p}$.

Le taux de variation de la part des profits est égal à la différence entre le taux de variation de la plus-value moyenne par travailleur et celui de la productivité moyenne du travail.

Comment évolue le taux de profit ?

$\underline{r} = (\underline{p_l} - \underline{p}) + (\underline{Q} - \underline{K})$.

La première parenthèse composant la variation du taux de profit est une variable de répartition, la seconde est une variable technico-matérielle. Examinons chacune de ces deux composantes.

1) Pour une efficacité du capital constante, le taux de variation du taux de profit sera positif (i.e. le taux de profit augmentera) si le taux de variation de la plus-value moyenne par travailleur est supérieur au taux de variation de la productivité moyenne du travail : $\underline{p_l} > \underline{p}$, ce qui revient à dire que le salaire augmente moins vite que la productivité du travail.

Si, dans le même temps, l'efficacité du capital variait, la condition de l'augmentation du taux de profit deviendrait : $\underline{p_l} > \underline{p} - (\underline{Q} - \underline{K})$, c'est-à-dire que le taux de variation de la plus-value moyenne par travailleur devrait être supérieur à la différence entre le taux de variation de la productivité moyenne du travail et celui de l'efficacité du capital.

2) Le taux de variation de l'efficacité du capital met en rapport la variation de la production et celle du stock de capital. Ce dernier comprend le capital fixe engagé mais aussi le capital circulant (la somme des deux formant le capital constant). Une hausse du coefficient de capital signifie que, pour produire la même quantité, il faut davantage de capital. Or, que signifie la crise écologique ? Elle signifie que le

[3] À ceci près que l'on ne retient pas maintenant dans le capital la part payant les salaires, dite capital variable.

rendement économique tiré des matières premières et des ressources énergétiques, qui constituent l'essentiel du capital circulant, diminue, ou, ce qui revient au même, que leur prix augmente.

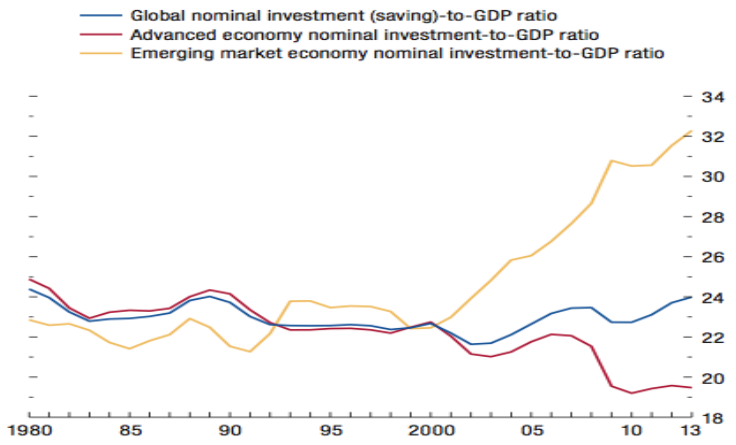
La conclusion est que le taux de croissance du taux de profit résulte de la combinaison de ces deux effets. Le rétablissement du taux de profit dans les pays capitalistes développés depuis le début des années 1980 jusqu'au milieu des années 2000 a été obtenu essentiellement par la dévalorisation de la valeur de la force de travail, c'est-à-dire en jouant sur la variable de répartition ci-dessus : le taux de croissance des salaires a été inférieur à celui de la productivité du travail, sorte de « règle d'argent » de la phase néolibérale du capitalisme, ce qui signifie une augmentation du taux d'exploitation de la force de travail.

Mais la pérennisation de cette situation s'est heurtée à deux obstacles. D'une part, les gains de productivité du travail se sont affaiblis et il s'agit donc d'une difficulté de faire produire de la valeur par la force de travail, car, pour le dire de manière imagée, le capitalisme n'a pas encore inventé la vingt-cinquième heure par jour : l'augmentation du taux d'exploitation a donc des limites. D'autre part, la dévalorisation relative des salaires finit par provoquer un problème de débouchés aux marchandises, c'est-à-dire une difficulté de réalisation de la valeur.

Si l'on revient au constat statistique de départ, on comprend alors comment la répartition des revenus peut influencer ladite productivité totale des facteurs capital (K) et travail (L) mesurant le rôle du progrès technique. Appelons $\underline{A}$ le taux de variation de celle-ci : $\underline{A} = a\,(\underline{Q} - \underline{K}) + (1 - a)\,(\underline{Q} - \underline{L}) = (1 - w/p)\,(\underline{Q} - \underline{K}) + w/p\,(\underline{Q} - \underline{L})$.

Lorsque la tension entre l'évolution de la productivité et celle du salaire s'accroît parce que l'écart entre les deux se réduit, les possibilités de restauration du taux de profit via la variable de répartition s'amenuisent puisque le taux de plus-value fléchit après avoir beaucoup augmenté ; et les occasions d'investissements suffisamment rentables aux yeux des capitalistes se raréfient, tandis que toutes les institutions financières se réfugient dans les placements spéculatifs à court terme.

Figure 3.6. Investment-to-GDP Ratios
(Percent of GDP)



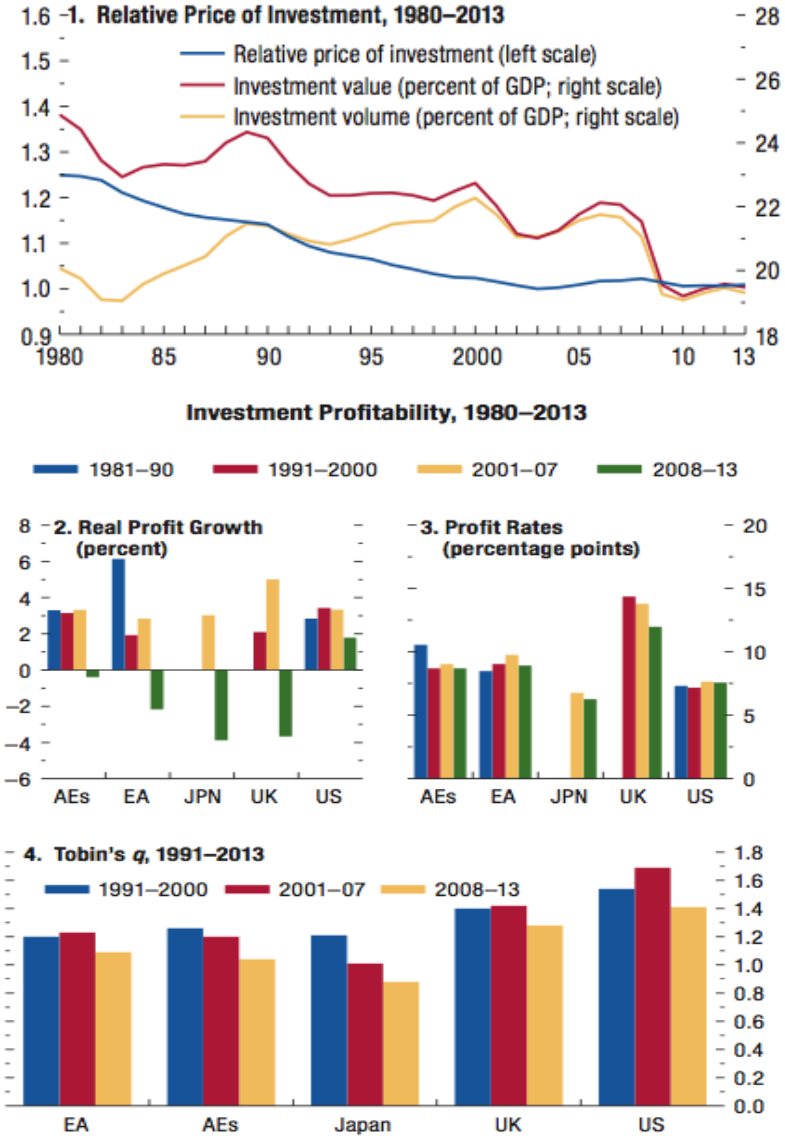
Sources: Haver Analytics; Organization for Economic Cooperation and Development; and IMF staff calculations.

Source : FMI [2014, p. 88]

Si, dans le même temps, se profile une configuration historique inédite qui voit également les ressources matérielles naturelles se raréfier ou se détériorer, alors ce n'est plus seulement la variable de répartition qui voit s'épuiser sa capacité d'augmentation du taux de profit, c'est aussi le cas de la variable de l'efficacité du capital. Par dessus le marché, si l'on peut dire, l'écart, pendant toute la période du capitalisme néolibéral, entre l'évolution du

taux de profit et celle du taux d'accumulation[4] signe, d'une part, l'incapacité du capitalisme de répondre aux besoins sociaux, et d'autre part, l'absurdité d'une trajectoire consistant à diminuer l'investissement, et préférer racheter des actions et verser des dividendes, au risque d'affaiblir encore davantage les gains de productivité. Tous les indicateurs convergent pour indiquer une détérioration prolongée des taux d'investissement par rapport au PIB dans les pays capitalistes développés. C'est en ce sens que l'on peut parler d'une crise globale du capitalisme global : tout concourt à accroître les difficultés à produire et réaliser la valeur, but ultime du capital.

Figure 3.7. Investment Shifts in Advanced Economies



Sources: Brooks and Ueda (2011); Haver Analytics; Organization for Economic Cooperation and Development; World Bank, World Development Indicators database; and IMF staff calculations.
Note: Real profit growth is the rate of growth of real corporate gross operational surplus. Profit rate is the ratio of corporate gross operational surplus to the capital stock. AEs = advanced economies, EA = euro area, JPN = Japan, UK = United Kingdom, US = United States.

Source : FMI [2014, p. 89].

[4] Sur l'écart entre taux de profit et taux d'accumulation pendant le néolibéralisme, voir Husson [2014]. Aux États-Unis, William Lazonick [2014] estime que, de 2003 à 2012, les 449 groupes composant l'indice S&P 500 ont affecté 54 % de leurs profits à racheter leurs actions et 37 % à verser des dividendes. Et il conclut en distinguant « value creation » et « value extraction ».

3. Crise de production et de réalisation de la valeur

On voit alors ce qui mine ladite « croissance potentielle » dans la novlangue néolibérale, définie comme le niveau de croissance si le travail et le capital étaient utilisés au maximum sans tension sur les prix. Ce sont les gains de productivité du travail qui, sur le moyen et le long terme, permettent une diminution des coûts de production et donc de la valeur des marchandises, tant des biens de consommation que des biens de production. La diminution de la valeur des équipements productifs permet à son tour d'éviter que la hausse de la composition organique du capital vue d'un point de vue technique ne se traduise en hausse équivalente de la composition organique en valeur. Mais lorsque le capitalisme est placé (se place !) dans la situation où, non seulement il n'arrive plus à faire baisser suffisamment la valeur des équipements à installer, mais où, en plus, il doit faire face à une tension sur les prix des matières premières et des ressources énergétiques, alors la production de valeur est compromise, à laquelle s'ajoute la difficulté de vendre les marchandises à cause de l'« ordre social » imposé. Suraccumulation de capital d'un côté et insuffisance des besoins solvables de l'autre, tels étaient et sont encore les enseignements des schémas de la reproduction élargie de Marx [1968] annonçant l'étude des tendances gouvernant le taux de profit.

Dit dans les termes théoriques de Marx, le passage d'un capital-argent *A* à un capital *A'* plus élevé ne peut durablement se faire sans le détour par le capital productif engageant, d'un côté, la force de travail et, de l'autre, équipements et ressources matérielles. Crise sociale et crise écologique sont donc aujourd'hui inextricablement liées, même si leur temporalité et leur cycle diffèrent par leur amplitude. Ainsi, on peut réinterpréter la crise financière ouverte en 2007. Elle est l'éclatement de l'illusion entretenue par l'idéologie économique pendant les dernières décennies, consistant à penser que la finance pouvait se dégager de la contrainte sociale et de la contrainte matérielle évoquées à l'instant et devenir une source endogène et autosuffisante de valeur, sinon de nouvelle richesse. Or ces deux contraintes sont indépassables [Harribey, 2013]. Autrement dit, la financiarisation du capitalisme n'est pas la marque d'une dissociation de la sphère financière et de la sphère dite réelle, elle est au contraire l'expression du capital qui, à la fois, exclut – d'un point de vue relatif – le travail vivant du processus de production et se réfugie dans des processus de simple captation de la valeur : à l'échelle globale, c'est la quadrature du cercle.

> « Dans le capital productif d'intérêt, le système capitaliste atteint la forme extrême de son aliénation et de son fétichisme. […] Le capital y apparaît comme une source mystérieuse, créatrice de l'intérêt, source de son propre accroissement. La *chose* (argent, marchandise, valeur) est déjà en tant que telle du capital, et le capital se révèle comme une simple chose ; le résultat du processus de reproduction dans son ensemble apparaît comme une propriété inhérente à une chose ; c'est au gré du possesseur d'argent – marchandise toujours échangeable – de le dépenser comme argent ou de la louer comme capital. Dès lors, c'est dans le capital productif d'intérêt que ce fétiche automatique trouve son expression parfaite, la valeur qui s'engendre elle-même, l'argent qui enfante l'argent : sous cette forme, nulle cicatrice ne trahit plus sa naissance. Le rapport social se trouve achevé dans la relation d'une chose, l'argent, avec elle-même. […] L'argent acquiert ainsi la propriété d'engendrer de la valeur, de rapporter de l'intérêt, de la même manière qu'il est dans la nature du poirier de donner des poires. Cette faculté de l'argent – ou de la marchandise – de faire valoir sa propre valeur, indépendamment de la reproduction, voilà la mystification du capital sous forme la plus flagrante. Pour la théorie vulgaire, qui cherche à présenter le capital comme une source autonome de la valeur, cette forme est naturellement une aubaine : on n'y reconnaît plus la source du profit, et le résultat du processus de production capitaliste – séparé du processus lui-même – y acquiert une existence indépendante. » [Marx, Livre III, 1968, p.p. 1150-1153].

Il s'ensuit que l'idée selon laquelle le capitalisme pourrait retrouver dans les pays

développés une trajectoire de croissance économique « durablement élevée »[5] se heurte à la logique néolibérale elle-même. Dès lors, la notion de « croissance potentielle » ne présente guère d'intérêt.[6] À tel point qu'un économiste comme Patrick Artus [2014] est obligé de conclure un article intitulé de façon presque ingénue « Si après une récession, la croissance ne redevient pas supérieure à la croissance potentielle, c'est qu'il y a un problème grave » : « le risque est que, au lieu que ce soit le PIB qui s'ajuste à la hausse vers le niveau de PIB potentiel, ce soit au contraire le PIB potentiel qui s'ajuste à la baisse vers le niveau du PIB. En effet, confrontées à une croissance faible, les entreprises vont peu investir ; la poursuite de la hausse du chômage […] réduit le capital humain. Il faut comprendre que la croissance potentielle n'est pas exogène, qu'elle dépend des choix d'investissement des entreprises, des compétences de la population active, qui sont influencés par la croissance effective. » Le problème est-il si grave puisque le même Partick Artus et Marie-Paule Virard [2015] soutiennent qu'on peut surmonter les obstacles à la croissance économique en approfondissant les réformes dites structurelles ? C'est ne pas trop se préoccuper de la possibillité de dépasser les contraintes sociales et naturelles [Harribey, 2015].

De son côté, Michel Aglietta [2013] conserve sa foi en la promesse des nouvelles technologies, car il fustige l'analyse de Gordon en ces termes : « On est confondu devant cette affirmation [il s'agit du blocage du progrès technique analysé par Gordon]. La menace planétaire de la dégradation de l'environnement et du changement climatique ne serait-elle pas l'aiguillon d'une vague d'innovations radicales ? Cette vague d'innovations majeures ne va-t-elle pas mobiliser les technologies de l'information dans les industries de réseaux intelligents et la robotisation dans le recyclage généralisé ? Si tel est le cas, la question doit être renouvelée : qu'est-ce qui entrave l'investissement productif ? » Justement, l'entrave, c'est en grande partie le capitalisme qui a imposé un (dés)ordre social délétère.

Est-ce à dire qu'on ne pourrait envisager une période de transition au cours de laquelle les processus productifs seraient réorientés dans le sens de la soutenabilité du développement humain ? Non, bien sûr. Mais cela suppose de réunir plusieurs conditions macroéconomiques antinomiques avec le capitalisme néolibéral. On les résume ici, en renvoyant à d'autres contributions [Harribey, Quirion, Rotillon, 2011 ; Harribey, 2013-b ; Quirion, 2013 et 2014] :

- maîtrise de la monnaie et de la politique monétaire ;
- investissements publics pour impulser la transition en matière d'énergie, de transport, d'habitat ;
- relance de la recherche fondamentale publique ;
- réduction de la durée du travail ;
- développement des services à vocation sociale, notamment éducatifs et culturels, de santé, d'aide à la petite enfance, de prise en charge de la dépendance[7] ;
- et, par dessus tout, approfondissement de la démocratie.

Au final, les éventuelles politiques conjoncturelles de relance, pas plus que les incantations répétées au retour de la croissance, ne sont susceptibles de redéfinir une trajectoire positive au capitalisme néolibéral, car la crise de celui-ci est le plus probablement une crise de fin de cycle qui marque la conjonction de contradictions sociales et

[5] On mesurera le glissement sémantique de « croissance durable » à « croissance durablement élevée ».

[6] Au sujet de l'empreinte écologique, la conclusion qui est souvent tirée est que les humains consommeraient en un an plus d'une fois et demie ce que contient la Terre (« L'homme dévore 1,5 Terre par an », dit *le Monde* du 1er octobre 2014). Évidemment, ce raccourci n'a aucun sens. Ce qu'il faut comprendre, c'est que nous consommons plus d'une fois et demie ce que *reproduit* la Terre en un an. Pour un état de la planète, on peut consulter le rapport de WWF [2014]. Sur les indices de soutenabilité, voir aussi Juan Martinez Alier [2014].

[7] À ce sujet, il faut insister sur le caractère productif du travail effectué dans tous ces services collectifs non marchands [Harribey, 2013-a], à l'encontre de la doxa libérale et d'un certain discours maxiste traditionnel.

écologiques arrivées à un point critique. Cette crise est donc la conséquence directe de l'ordre social imposé depuis plus de trois décennies par le capitalisme néolibéral dont une simple re-régulation ne suffira pas à combler les failles. L'« efficacité » des deux premières révolutions industrielles fut due à l'accompagnement des bouleversements techniques par une transformation des rapports sociaux permettant leur utilisation à grande échelle. La précarisation et la flexibilisation du travail, l'amoindrissement de la protection sociale font douter de a possibilté d'une relance de la productivité du travail, en dépit des innovations techniques actuelles. L'hypothèse selon laquelle la difficulté du capitalisme à surmonter sa crise actuelle tient à son incapacité à proposer un modèle autre que celui de la dégradation de la condition salariale sur fond d'environnement dégradé devient alors crédible.

Il s'ensuit que la recherche du plein emploi par la seule voie de la croissance économique est, à moyen terme, une impasse. La bifurcation vers un modèle nouveau par la mise en œuvre d'investissements d'avenir provoquerait certainement un dynamisme économique de meilleure qualité, avec un accroissement temporaire du fameux PIB tant décrié[8], non pas recherché comme un but en soi, mais comme un résultat qualitatif de cette bifurcation. Après cette phase de transition où les besoins sociaux essentiels seraient satisfaits, une évolution vers un état stationnaire (du point de vue quantitatif) serait sans doute souhaitable, comme transition vers une diminution des consommations de matières. Une sorte d'atterrissage en douceur pour éviter le crash.

[8] Le PIB étant une somme de quantités multipliées par des prix, l'évolution de l'agrégat global dépend des deux éléments que l'on multiplie ; ainsi, le ralentissement des gains de productivité, voire le recul de celle-ci dans certains secteurs, engendreront une moindre baisse de la valeur, voire une hausse, pouvant entraîner une augmentation de la valeur ajoutée globale, si la baisse des quantités est plus que compensée par la hausse des prix hors inflation proprement dite. De même, nous pensons que la critique qui est faite de la mesure de la productivité part d'une confusion entre valeur d'usage et valeur. [Harribey, 2013-a].

Références

Aglietta M. [2013], « Pour retrouver une croissance stable, il faut mettre fin au primat de l'actionnaire », *La Tribune*, 11 décembre.

Artus P. [2014], « Si après une récession, la croissance ne redevient pas supérieure à la croissance potentielle, c'est qu'il y a un problème grave », *Flash Économie*, n° 733, 25 septembre.

Artus P., Virard M.-P. [2015], *Croissance zéro : comment éviter le chaos ?*, Paris, Fayard.

Brynjolfsson E., McAfee [2014], *The Second Machin Age, Work, Progress and Prosperity in a Time of Brillant Technologies*, W.W. Norton.

Conference Board Total Economy Database [2012], « Productivity Projections for 2012 from the Conference Board Total Economy Database », January.

FMI [2014], *World Economic Outlook, Recovery Strengthens, Remains Uneven*, April.

Gordon R.J. [2012], « Is US economic growth over ? Faltering innovation confronts the six headwinds », Center for Economic Policy Research, *Policiy Insight*, N° 63, september.

Gordon R.J. [2014], « The Demise of U.S. Economic Growth : Restatement, Rebuttal, and Reflections », NBER Working Paper No. 19895, february.

Guerrien G., Gun O. [2014], « En finir, pour toujours, avec la fonction de production agrégée ? », *Revue de la régulation*, 15, 1er semestre, Spring, URL : http://regulation.revues.org/10802

Harribey J.-M. [2013-a], *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent.

Harribey J.-M. [2013-b], « Amorcer la transition écologique en Europe », *in* Les Économistes atterrés, *Changer l'Europe !*, Paris, Les Liens qui libèrent, p. 23-55.

Harribey J.-M. [2015], « Les affres de la croissance zéro chez les économistes bien en cour », 5 mars.

Harribey J.-M., Quirion P., Rotillon G. [2011], « Les enjeux d'une transformation écologique qui soit sociale », *in* Les Économistes atterrés, *Changer d'économie, Nos propositions pour 2012*, Paris, Les Liens qui libèrent, p.p. 63-88.

Husson M. [2014], « La théorie des ondes longues et la crise du capitalisme contemporain », Postface à Ernest Mandel, *Les ondes longues du développement capitaliste. Une interprétation marxiste*», Paris, Syllepse, novembre. Aux États-Unis,

Lazonick W. [2014], « Profits without prosperity », *Harward Business Review*, september.

Martinez Alier J. [2014], *L'écologisme des pauvres, Une étude des conflits environnementaux dans le monde*, Paris, Institut Veblen Les Petits matins.

Marx K. [1968], *Le Capital*, Livre II et Livre III, *in Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome II.

Quirion P. [2013], « L'effet net sur l'emploi de la transition énergétique en France : Une analyse input-output du scénatio négaWatt », CIRED Working Paper 2013-46, 2013 ;

Quirion P. [2014], « La transition énergétique, bonne ou mauvaise pour l'emploi ? », *Les Possibles*, n° 3, Printemps 2014.

WWF [2014], « Planète vivante 2014, Des hommes, des espèces, des espaces, et des écosystèmes ».